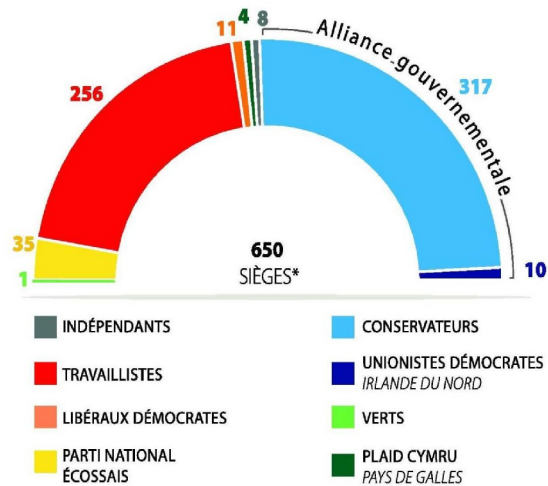


Theresa May s'accroche au pouvoir

- La Première ministre britannique a survécu mercredi à une motion de censure, après sa déroute sur l'accord de Brexit.
- Theresa May a bénéficié de la confiance de 325 députés, contre 306.
- L'Union européenne propose à Londres de repenser leur relation future sur de nouvelles bases.

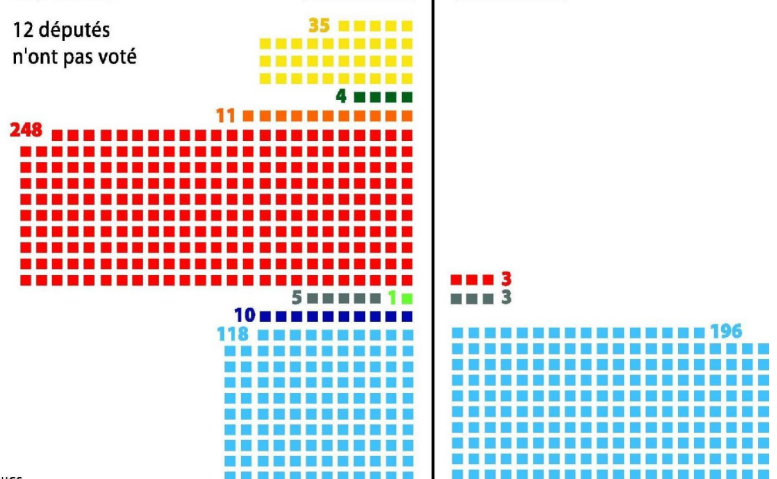
LE PARLEMENT BRITANNIQUE



Source : UK Parliament

VOTE SUR L'ACCORD DU BREXIT

12 députés n'ont pas voté



IPM GRAPHICS

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Theresa May reste en poste: malgré les nombreuses attaques portées par les députés de l'opposition sur son "manque d'empathie" et son "manque d'autorité", elle a remporté mercredi soir le vote de défiance à l'égard de son gouvernement déposé par le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn par 325 votes contre 306. La Première ministre a immédiatement promis qu'elle "cherchera une voie pour aller de l'avant qui obtiendra le soutien de la Chambre des Communes". Elle a proposé de rencontrer "individuellement les dirigeants des partis parlementaires" dès mercredi soir. Elle notifiera lundi la Chambre des Communes de la stratégie qu'elle entend poursuivre vis-à-vis du Brexit.

Malgré l'assurance qu'elle abordera ces rencontres de manière "construc-

tive", elle a refusé pendant toute la journée de mercredi de faire évoluer ses positions. À la colère de nombreux députés. "La Première ministre reconnaît-elle, particulièrement depuis hier soir, qu'en ces circonstances complexes, son rôle en tant que Première ministre est maintenant de créer l'environnement politique dans lequel des solutions au Brexit puissent être trouvées et de ne pas continuer avec un plan en espérant un résultat différent?" s'est agacé le conservateur Philip Lee.

Cette stratégie visait sans doute à ne pas faire poindre le doute des députés de son camp pour ne pas les inciter à voter contre elle. Theresa May le sait: sauvée, elle doit désormais modifier son approche. Jusqu'à présent, elle s'est surtout inspirée des desiderata de la centaine de Brexiters radicaux, sans parvenir à les convaincre puisque ce sont eux qui ont fait capoter l'accord mardi soir. Poursuivre la discussion avec eux paraît illusoire. Sa marge de négociation vis-à-vis de leurs demandes est en effet très faible puisque l'UE ne veut pas entendre parler de la disparition du "filet de sécu-

325

députés

ont exprimé leur confiance au gouvernement conservateur. Ils étaient 306 à voter pour sa censure.

rité”, qui permet d’éviter une frontière physique entre l’Irlande et le Royaume-Uni. Et ce même si le Brexiter Boris Johnson a assuré mercredi que le rejet de l’accord de Brexit “*accorde un énorme mandat*” à la Première ministre pour renégocier auprès des Vingt-sept.

Envisager le Brexit doux

Se rapprocher des partisans d’un Brexit doux paraît beaucoup plus prometteur pour la Première ministre. Le maintien dans une union douanière avec l’UE, dessinée sur mesure pour le Royaume-Uni, est la stratégie officielle du Labour depuis février 2018. En dehors des 71 députés travaillistes qui se sont déclarés mercredi favorables à un second référendum, elle peut imaginer que les 191 élus travaillistes restant demeurent favorables à cette option. Avec les 198 députés conservateurs qui ont soutenu son accord mardi soir, elle dépasserait aisément le cap des 320 députés nécessaires pour faire adopter son accord.

Des choix difficiles pour Theresa May

Le principal obstacle à cette solution réside en Theresa May elle-même. En fière élue conservatrice, elle s’est jusqu’à présent interdit de faire passer son accord grâce au soutien de l’opposition. Ensuite, elle considère que l’union douanière ne respecterait pas le résultat du référendum, en particulier parce qu’elle empêcherait le pays d’*“améliorer nos relations commerciales avec d’autres pays autour du monde”* à travers la signature avec eux d’accords commerciaux bilatéraux.

Si Theresa May ne parvient pas à s’entendre avec le Parti travailliste, deux options demeurent sur le tapis. La première serait de laisser dériver le pays vers une sortie sans accord avec l’UE. Ce scénario engendrerait une levée de boucliers d’au moins 400 députés, qui feraient alors tomber Theresa May. Une élection générale anticipée serait alors rapidement organisée.

Dernière option: un second référendum. Ni la direction du Parti travailliste ni celle du Parti conservateur n’y sont favorables, principalement en raison de la promesse faite en 2016 que *“les politiciens appliqueraient ce que le peuple britannique aura décidé”*, comme elle l’a rappelé. Même si leurs partisans ne représentent aujourd’hui que 20% des députés, ils pourraient bénéficier d’un éventuel blocage total de la situation.

L’Union suggère à Londres de revoir ses lignes rouges pour sortir de l’impasse

La Chambre des Communes a dit qu’elle ne voulait pas cet accord [de Brexit]. Mais je veux surtout savoir ce qu’elle veut”, a déclaré l’eurodéputé belge Guy Verhofstadt, lors d’un débat au Parlement européen à Strasbourg, mercredi. Cette formule résume parfaitement la multitude de réactions européennes face au rejet, la veille, de l’accord de retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne, par les députés britanniques. Ne cachant pas leur exaspération, les Vingt-sept et les institutions de l’UE ont, à l’unisson, incité Londres à présenter un plan pour sortir de l’impasse et éviter le scénario du “no deal”, lui suggérant de repenser ses lignes rouges.

Certes, la Commission a répété ce mercredi que *“l’accord de retrait n’est pas ouvert aux négociations”*. Entre les exigences britanniques et la nécessité pour l’UE de défendre ses intérêts, ce texte de 600 pages est *“le meilleur compromis possible”*, a expliqué Michel Barnier, le négociateur européen du Brexit.

La possibilité de renégocier la future relation

Mais quid de la déclaration politique sur la relation commerciale future entre l’Union et le Royaume-Uni? Le silence de l’exécutif européen sur cette question donne à penser que l’UE serait prête à revoir ce texte, qui accompagne l’accord de retrait.

À condition, toutefois, que la Première ministre bri-

tannique Theresa May – ou son successeur, si elle venait à jeter l’éponge – leur garantisse que cet ultime effort permettrait de rassurer les députés de Westminster sur les perspectives de l’après-Brexit. Au point de les convaincre d’approuver l’accord de divorce. Les Vingt-sept refusent de se laisser prendre une deuxième fois au jeu politique britannique. L’ampleur historique de la défaite de Theresa May, mardi, donne encore moins envie aux Européens de faire des cadeaux à un partenaire incapable de parler d’une seule voix. *“Depuis le début, nous tirons à l’aveuglette en espérant atteindre la cible [des demandes britanniques]. Mais nous ne savons même pas ce que nous visons”*, s’est indigné un diplomate européen.

Il revient donc au Royaume-Uni de clarifier ses intentions. *“Nous avons encore le temps de négocier, mais nous attendons maintenant ce que la Première ministre propose”*, a fait valoir la chancelière Angela Merkel. Theresa May pourrait demander aux Vingt-sept un report de la date du Brexit, prévu le 30 mars 2019. Selon le *Times*, l’Union se préparerait même à la repousser à 2020, après que Paris et Berlin ont indiqué leur volonté de continuer les négociations. Encore faut-il savoir sur quelles bases.

“Si le Royaume-Uni choisit de faire évoluer ses propres lignes rouges à l’avenir et [...] d’aller au-delà d’un simple accord de libre-échange, alors l’UE restera immédiatement prête [...] à y répondre favorablement”, a souligné Michel Barnier. Des sources européennes suggéraient mercredi que les Britanniques optent pour le modèle “Norvège Plus”, qui verrait le Royaume-Uni rester dans le marché unique et l’union douanière de l’UE. Si cette option permettrait de résoudre l’aspect le plus controversé des négociations, à savoir la manière d’éviter une frontière physique entre l’Irlande et l’Irlande du Nord, cela horripilerait les adeptes d’un Brexit dur. Ceux-ci étant

nombreux dans les rangs des conservateurs, Theresa May n’aurait, dans ce cas, pas d’autre choix que de chercher du soutien hors de son parti.

Encore faudrait-il que la Première ministre envisage elle-même de changer de cap, alors qu’elle a jusqu’ici interprété la victoire du Brexit comme le souhait du peuple britannique de rompre avec toutes les structures européennes. Au vu de la confusion politique qui règne à Londres, les Vingt-sept semblent donc, du moins pour l’heure, prêcher dans le désert.

Maria Udrescu

Les Européens
proposent au
Royaume-Uni
d’envisager
de rester
dans l’union
douanière.

Charles Michel demande l'aide du Parlement pour gérer un Brexit dur

Charles Michel a fait le point sur les conséquences du rejet, par le Parlement britannique, de l'accord de retrait de l'Union européenne négocié par Theresa May et les vingt-sept États membres de l'Union européenne.

Selon notre Premier ministre, la perspective tant redoutée d'un Brexit dur est devenue "plus probable" depuis le rejet britannique de cet accord. Pour faire face à l'éventualité d'une sortie désordonnée des Britanniques, le gouvernement en affaires courantes a préparé des textes de loi qui seront discutés en Conseil des ministres, ce vendredi.

Un Brexit désordonné aurait des conséquences très concrètes pour les entreprises belges qui ont des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni. Pour rappel, 1,6 milliard d'euros de droits de douane devraient être prélevés sur les exportations belges, faute d'accord avec le Royaume-Uni d'ici le 29 mars.

"Le Brexit n'est pas notre choix et nous le regrettons, mais nous devons être prêts avec nos législations au cas où", a expliqué M. Michel.

Douanes et sécurité alimentaire

Le gouvernement en affaires courantes aura besoin de l'appui du Parlement pour faire passer ces mesures, qui auront un impact budgétaire. "Il est certain que les affaires courantes rendent les choses un peu plus compliquées, notamment sur le plan budgétaire", a reconnu Charles Michel. Et de faire appel "au sens des responsabilités" du Parlement.

Le Premier ministre a également fait le parallèle avec la France, où le gouvernement a reçu des pouvoirs élargis via une loi d'habilitation lui permettant de gérer les conséquences d'un Brexit dur. "Cela donne un mandat large au gouvernement pour agir, ce qui est plus simple", a plaidé Charles Michel. Un appel qui risque de ne pas être entendu vu la situation politique actuelle en Belgique...

Concrètement, des mesures sont notamment prévues au niveau des douanes et de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca), afin que les échanges commerciaux puissent être gérés si aucun accord n'est trouvé avec le Royaume-Uni d'ici le 29 mars.

Au niveau de l'Afsca, un besoin supplémentaire de 115 à 300 inspecteurs a été identifié. Selon la Fevia, la fédération belge du secteur alimentaire, le Royaume-Uni est le quatrième partenaire commercial des entreprises alimentaires belges, représentant un chiffre d'affaires annuel de 2,7 milliards d'euros, soit 10% de l'exportation totale.

Au niveau des douanes, Alexander De Croo (Open VLD), le nouveau ministre des Finances, a déclaré qu'une seule entreprise belge sur cinq commerçant avec le Royaume-Uni était préparée aux formalités douanières qui accompagneraient le scénario d'un *no deal*.

Fermeté

Les douanes vont donc entamer cette semaine une nouvelle campagne d'information et contacter individuellement certaines entreprises qui font des affaires avec le Royaume-Uni. Par ailleurs, Kris Peeters (CD&V) a annoncé qu'il souhaitait soutenir plusieurs initiatives visant à aider, avec des budgets européens, les régions de l'UE les plus touchées par le Brexit. Ce qui est le cas de la Belgique et de la Flandre en particulier.

D'un point de vue plus politique, Charles Michel a affiché une position ferme vis-à-vis des Britanniques. "Ce deal de retrait est le meilleur accord possible, a-t-il indiqué. On ne doit pas laisser l'illusion selon laquelle les Européens pourraient renoncer à défendre leurs intérêts pour résoudre un problème politique au Parlement britannique. Ce n'est pas ça le sujet."

Laurent Lambrecht

1,6 milliard

Droits de douane

Les droits de douane sur les produits belges pourraient grimper à 1,6 milliard d'euros.

Pas de stress sur les marchés financiers

Journée très calme mercredi pour les marchés financiers où, pourtant, on aurait pu imaginer quelques tensions après le vote négatif du Parlement britannique sur le projet de Brexit. Seules les valeurs les plus sensibles aux variations de la livre sterling ont été secouées, en prévision d'une chute de la devise qui n'est pas venue. Et, en gros, les indicateurs de tendance des valeurs britanniques cotées ont surtout reculé en raison de la baisse des entreprises minières et celles dont le sort est lié aux évolutions des matières premières. Ce sont, on le sait, des poids lourds de la Bourse de Londres, et les matières premières sont souvent échangées en livres sur les marchés à terme.

Par ailleurs, la plupart des Bourses européennes ont terminé la journée en hausse modérée, s'alignant sur Wall Street à l'ouverture. Même la livre sterling a peu évolué: elle se traitait hier à 88,49 pence pour un euro,

contre 88,75 pence mardi soir. C'est que la situation a changé pour un mieux du point de vue des opérateurs financiers et des analystes puisque plusieurs options sont à nouveau sur la table, dont certaines déboucheraient sur des scénarios appréciables de leur point de vue, et qu'un report de l'échéance permettrait à ces derniers de disposer de temps pour adapter leurs stratégies.

Surtout, ce qui explique l'apparente apathie des opérateurs, c'est que les pires scénarios ont été anticipés et sont de longue date inscrits dans les cours. Les entreprises cotées qui seraient les plus affectées par un Brexit dur ont pour certaines déjà adopté des plans de secours, notamment par la création de filiales sur le continent, d'autres, dont les activités ne sont pas délocalisables, envisagent l'avenir avec fatalisme: ce ne sera pas la fin du monde.

P. V.C.